

| AFRIQUE : LES YEUX Tournés VERS L'UKRAINE |

1

En redécouvrant avec effroi des combats au cœur de l'Europe, la « communauté internationale », les médias et le grand public ont rivé leurs regards sur la Russie, sur l'Ukraine, et sur la façon de sortir au plus vite et au mieux de cet affrontement meurtrier dont les prolongements pourraient être encore plus dramatiques. Même la pandémie du Covid, qui avait obsédé le monde depuis deux ans et dont la libération semblait pouvoir être annoncée et fêtée, a quitté les devants de la scène. Certaines actualités politiques africaines sont aussi passées au second plan international, telles que la pression du terrorisme islamique au Sahel, les soubresauts politiques et militaires en Ethiopie et au Soudan, ou les vives tensions entre la France et le Mali toujours soumis aux sanctions économiques de la CEDEAO.

Tout en continuant à donner une priorité logique à la résolution de leurs propres préoccupations, les Etats africains ne peuvent être indifférents à l'invasion de l'Ukraine par M. Poutine et son armée, ni échapper aux conséquences mondiales que commence à déployer cette guerre. Ils pourraient au contraire en tirer plusieurs leçons.

Tous les pays du continent connaissent bien les deux camps belligérants, mais ces derniers comptent chacun des partisans ou obligés en Afrique. Les anciennes puissances coloniales européennes et les Etats-Unis, qui soutiennent vigoureusement le pays agressé, gardent des liens étroits avec de nombreux dirigeants africains et avec leurs populations. Ils sont aussi des partenaires sécuritaires, économiques et financiers d'une majorité de pays africains. C'est notamment le cas de la France, qui garde des relations privilégiées avec 14 nations d'Afrique francophone. Dans ce groupe, l'Union Européenne est maintenant, avec la Banque Mondiale, l'un des principaux bailleurs de fonds de l'Afrique. En face, la Russie est un partenaire politique déjà choisi par quelques Etats comme nouveau « protecteur » en termes de sécurité, tels le Mali, la Centrafrique, le Soudan. Depuis peu, d'autres capitales africaines sont tentées de suivre cet exemple, aiguillonnées par les insuffisances d'efficacité ou de résultats qu'elles constatent de la part de leurs alliés traditionnels. Si la Russie ne joue qu'un rôle encore modeste de Partenaire Technique et Financier (PTF) des pays avec qui elle coopère, elle est très proche de la Chine, devenue en 20 ans le premier donateur, investisseur et partenaire commercial du continent.

Face à la tourmente ukrainienne, les 55 pays africains n'ont pu s'abstenir longtemps de prendre position. Lors du vote du 2 mars 2022 à l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations-Unies (ONU), visant à demander à la Russie de cesser de recourir à la force en Ukraine, l'Erythrée a été le seul pays africain à voter contre la résolution, 17 se sont abstenus et 37 ont intégré les 73% de pays qui ont approuvé. Certes, dans les pressions qui ont dû être exercées par les deux camps, les soutiens de l'Ukraine étaient sans doute les plus influents tandis que l'abstention de la Chine a laissé à chacun plus de marge de manœuvre. Mais la netteté du résultat traduit la gêne générale à l'égard de l'agression militaire et le souhait d'une désescalade et du retour au dialogue. Cette décision de l'ONU, sans valeur contraignante, devrait aussi être « mollement » approuvée par l'Union Africaine dans une consultation en cours. Une

prudente neutralité est donc la règle générale, même chez les pays africains qui affichent avec la Russie une grande proximité. Plusieurs facteurs imprévus ont pu aussi jouer en ce sens après l'attaque russe : la détermination et l'unité inattendues de l'Union Européenne, l'ampleur exceptionnelle des sanctions économiques prises contre la Russie, la forte résistance de l'Ukraine, une guerre de communications qui a généré un courant d'empathie pour la nation agressée.

Autour de cette prudence d'ensemble, la position de chaque pays devrait se préciser, et éventuellement évoluer, au fil des événements. La tentation du pouvoir centralisé et autoritaire, incarné par M. Poutine, séduit inévitablement beaucoup de leaders des nations les moins avancées, où les urgences sont multiples et les mutations douloureuses souvent difficiles à faire passer auprès de la population. En outre, cette approche s'embarrasse peu des contraintes constitutionnelles, ce qui peut constituer un autre avantage. En revanche, la situation exceptionnelle actuelle met en valeur les risques de dérives qu'elle comporte et la forte probabilité que des ambitions étatiques non partagées par la communauté nationale soient viciées, et donc vivement combattues au niveau international. Au contraire, les prérequis de la démocratie, de la primauté des droits de l'homme, de la liberté de choix de son destin, constituent les valeurs cardinales de l'Occident. C'est en leur nom que l'Europe et les Etats-Unis défendent actuellement l'Ukraine. Or ces idéaux se sont imposés en Afrique sous la pression de cette même « communauté internationale », mais n'ont souvent sur le continent qu'une consistance virtuelle sans avoir su se substituer aux systèmes politico-sociaux antérieurs. Il en résulte de fréquentes désillusions, en particulier pour la jeunesse et les populations les plus défavorisées, peu touchées par les avantages annoncés. Les semaines à venir diront jusqu'où les alliés occidentaux sont prêts à aller pour défendre ces valeurs et avec quelle sincérité, et ce que cela peut apporter aux peuples qui l'acceptent. Dans le combat actuel, où chacun apparaît prêt à assumer jusqu'au bout ses exigences, il est probable, et même souhaitable, qu'un arrêt des combats ne donnera un avantage absolu à aucun des belligérants, ce qui laissera subsister des rancœurs et des tensions. Une telle situation risquerait de cristalliser en Afrique une séparation durable entre les Etats qui soutiennent des camps différents.

Quelle que soit l'issue, les Etats africains peuvent retenir plusieurs enseignements. Le premier, immédiat, est imposé par les faits. Même géographiquement limitée, la guerre aura des conséquences économiques jusqu'en Afrique. Elle va provoquer, là comme ailleurs, une nouvelle désorganisation de circuits d'approvisionnement sur plusieurs matières premières produites par la Russie et l'Ukraine, alimenter une inflation déjà à des niveaux préoccupants et, surtout, accentuer la hausse du coût de l'énergie. Sur ce dernier plan, la situation devrait certes apporter aux pays exportateurs de pétrole et de quelques matières premières un surcroît au moins provisoire de devises et de ressources budgétaires. En revanche, tous subiront la hausse de produits finis, dont certains peuvent avoir de graves impacts sociaux comme les prix du pain et du carburant.

A moyen terme, plusieurs premières conclusions pourraient être tirées. Au plan économique, la fragilité - au plan des quantités comme des prix- de l'Europe de l'Ouest pour son approvisionnement en énergie remet utilement au premier plan les faiblesses structurelles africaines sur ces questions. Outre les retards dans la connexion des économies et des citoyens à l'électricité, beaucoup de pays africains n'ont pas encore fait suffisamment muer leurs systèmes de production vers les énergies renouvelables, et surtout le solaire, où ils sont les plus avantagés. Des projets attendent parfois depuis des décennies tandis que les nouvelles approches plus microéconomiques de l'«off-

grid » se heurtent à des obstacles juridiques ou politiques souvent injustifiés. La guerre en Europe renforce l'urgence de progrès en la matière.

Au plan politique, la démonstration de l'impact positif d'une Union Européenne unie, déterminée et agissante invite à un retour en force des solidarités et de la solidité des Unions régionales. Les regroupements de pays sont nombreux en Afrique, mais parfois redondants et souvent peu consistants. Or leur force est un facteur critique de stabilité politique et sociale et un élément de facilitation du développement. Ainsi par exemple, l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), déjà bien structurée, est un catalyseur de croissance économique, grâce au cadre unifié d'échanges qu'elle construit peu à peu, et a sans doute été le meilleur rempart contre des situations plus dramatiques, comme dans la crise ivoirienne de 2010. Mais, à l'image des autres structures de ce type, ses progrès sont trop lents et les décisions de l'institution difficiles à concrétiser dans les pays membres. Plus gravement, les contraintes locales peuvent amener ces derniers à remettre en question des principes communautaires, ces cas s'étant multipliés dans la période récente. Le renforcement des Unions régionales les plus performantes apparaît donc à nouveau comme une approche fondamentale pour traiter avec succès les urgences de l'heure : priorité redonnée à l'économie, mutualisation d'investissements stratégiques, coordination des politiques économiques, renforcement des échanges régionaux, multiplication d'investissements productifs réduisant la dépendance extérieure. L'obtention de tels résultats impose un changement de rythme des administrations régionales concernées. Elle suppose avant tout que les Autorités nationales aient conscience de la nécessité de ce travail en commun et adoptent les comportements vertueux qui y sont liés. Malgré sa lourdeur administrative, l'UE parait accomplir ce sursaut face au danger qui menace l'Europe. L'Afrique devrait être capable de faire de même devant les défis aussi imminents qui la guettent, tels le décalage emplois-démographie ou la lutte contre le dérèglement climatique. Dans le monde actuel, la puissance des solidarités régionales ne peut être perçue comme un abandon des souverainetés nationales, mais comme le moyen de faire subsister ces dernières.

Enfin, certaines images des semaines écoulées identifient des batailles sur lesquelles les Etats africains pourraient s'arc-bouter tous ensemble. Les difficultés rencontrées par des étudiants africains en Ukraine pour quitter ce pays et franchir les frontières de l'UE témoignent ainsi des risques persistants de réflexes de rejet vis-à-vis des communautés africaines. La réaction, quoique tardive, de l'Union Africaine a obligé l'UE et l'Ukraine, à être attentives au sujet et à veiller au non-renouvellement de telles anomalies. Ce constat rappelle la tendance de l'UE à rendre désormais plus difficile l'entrée de tout étranger à l'Union, surtout s'il vient de pays ne maîtrisant pas leurs flux migratoires. Pour lutter efficacement contre ce durcissement qui les pénalise, les pays africains les plus visés ont à donner la preuve d'actions multiformes pour empêcher au maximum l'émigration irrégulière, en contrepartie d'une normalisation à obtenir pour leurs ressortissants respectant les règles établies.

Les retombées pour l'Afrique de la guerre en Ukraine, encore fort incertaines, se préciseront au fur et à mesure que les combats se poursuivront et que les objectifs des belligérants et de leurs alliés s'éclairciront. Pour l'heure, la circonspection initiale des pays africains apparaît une option raisonnable, dans l'attente d'informations plus complètes. Elle ne devrait cependant pas faire longtemps illusion. Ceux-ci auront vraisemblablement à prendre parti pour l'un des deux camps. Il sera souhaitable qu'ils aient alors le courage de se prononcer avant tout en fonction de leur compréhension des racines et des objectifs du conflit, d'une part, et de l'intérêt à moyen terme de leur

population et de leur économie, d'autre part. Cette façon de faire pourra d'ailleurs être leur contribution à éviter le retour d'un tel drame.

Paul DERREUMAUX

Président d'Honneur du Groupe BANK OF AFRICA, Economiste